Appel de la 3e coordination nationale étudiante

Le 10 avril 2016 à Nanterre,

Nous, étudiant·e·s mobilisé·e·s contre la loi travail, réuni·e·s en Coordination Nationale Étudiante (CNE), mandaté·e·s de 29 universités et établissements d'enseignement supérieur, réaffirmons notre détermination à poursuivre notre mobilisation jusqu'au retrait total et sans négociation du projet de loi travail. Avec ou sans amendements, celui-ci ne fera que précariser encore plus la jeunesse et les salarié·e·s.

Avec des centaines de milliers de manifestant·e·s, la journée de mobilisation interprofessionnelle du 9 avril fait état d'un mouvement qui continue de se construire. Dans la jeunesse, un "noyau dur" s'est structuré autour de comités de mobilisation nombreux et dynamiques. Nous l'affirmons : le mouvement ne s'est pas arrêté avec les vacances. De plus, nous n'acceptons pas que le calendrier universitaire puisse constituer un frein à la mobilisation. Nous exigeons le report intégral des examens ou l'établissement de modes de validation alternative pour les étudiant·e·s qui le souhaitent : nous nous mobiliserons si besoin pour faire respecter ces revendications.

L'État a usé de tout son arsenal répressif pour enrayer la mobilisation des étudiant·e·s et des lycéen·ne·s. CRS dans les universités, matraquages, gazages et autres interpellations par centaines partout en France, et de nombreuses fermetures administratives d'établissement. En battant le pavé le 9 avril avec une colère grandissante contre le gouvernement, la jeunesse a apporté une réponse cinglante à la politique de l'exécutif. Nous condamnons fermement l'ensemble de ces actes de répression justifiés par le gouvernement en faisant une distinction entre "bons" et "mauvais" manifestant·e·s. Nous refusons d'entrer dans ce jeu qui ne cherche qu'à diviser le mouvement.

Parallèlement au bâton, le gouvernement manie aussi la carotte en invitant pour la deuxième fois l'UNEF à Matignon afin de déboucher sur des accords à la marge et contenir la mobilisation. Nous réaffirmons notre volonté de faire tomber la loi travail, sans négociation ni amendement, et appelons l'ensemble des organisations se prononçant pour le retrait total à cesser le jeu des accords de salon. La CNE reste l'organe d'auto-organisation du mouvement étudiant, seule légitime à le représenter via ses porte-paroles élu·e·s et révocables.

Les vacances nous empêchent de nous adresser largement aux étudiant·e·s sur les établissements. Mais la mobilisation, elle, se poursuit. Nous profitons des vacances pour aller à la rencontre des travailleuses·eurs. Nous appelons à la tenue d'assemblées générales interprofessionnelles dans toutes les villes mobilisées, afin que la convergence soit effective et construite par la base. Depuis le début du mouvement, les grandes directions syndicales de salarié·e·s n'ont pas joué suffisamment leur rôle, en n'organisant ni la grève, ni l'affrontement souhaité par les salarié·e·s et la jeunesse, ni la convergence entre secteurs. Elles doivent offrir des débouchés à la colère des travailleuses·eurs bien avant l'horizon lointain du 28 avril en construisant la grève reconductible dès maintenant.

Avec les cheminot·e·s qui subissent une modification de leur décret socle, avec les hospitalier·e·s qui font face à l'austérité et l'ensemble du monde du travail qui subit la régression sociale, c'est le moment de lutter tou·te·s ensemble, main dans la main. Des phénomènes comme "Nuit Debout" cristallisent autour de la loi travail une colère bien plus

large. Les places occupées sont devenues des lieux de débat ou l'on rêve d'une autre société. Il s'agit maintenant de se donner les moyens de passer du rêve à la réalité. Pour nous, "Nuit Debout" doit devenir un lieu de convergence et de construction de la grève, afin de toucher les lieux de production et mettre à mal l'Etat et les patrons. La vague de grève générale qui déferle à l'heure actuelle à Mayotte et à la Réunion contre la loi travail et la politique coloniale de l'Etat français est un exemple à suivre. Toute victoire ici ou là-bas est une victoire pour nous tou·te·s.

C'est comme partie prenante de ce mouvement d'ensemble que nous, étudiant·e·s, restons debout jours et nuits. Nous appelons à une journée d'action en direction des cheminot·e·s le 12 avril et à une journée de grève et de manifestation le 14.

Nous affirmons notre solidarité avec l'ensemble des mouvements sociaux en cours: chômeuses·eurs, zadistes, travailleuses·eurs précaires de l'ESR et d'ailleurs, migrant·e·s, sans-papier·e·s et autres formes de résistance.

Ni chair à patrons, ni chair à matraques ! Mobilisé·e·s jusqu'au retrait total !